

Du quotidien des habitants de la Jungle (et autres textes...)

Le 5 septembre, manif prévue de fachos. Sur la jungle on n'en verra pas la couleur (à part plusieurs exilés attaqués par les fachos à côté de la gare et envoyés par ces derniers à l'hôpital). Par contre, vers 20h, alors que les gens jouent au foot et au criquet sur le no man's land, et dansent, la jungle se fait gazer. Un activiste qui apporte du maalox à des parents de 2 bébés de 3 et 4 mois est délibérément visé, une lacrymogène explose à côté du petit groupe.

Le 6 septembre, de nouveau la jungle se fait gazer sans raison (pas de dougar à proximité). Un jeune afghan de 17 ans qui ne faisait qu'observer se prend une balle de flashball, qui lui ouvre la tête. Ambulance appelée, au pont, les flics le braquent, ainsi que ceux qui l'accompagnent, au flashball, leur sommant de reculer, malgré les personnes qui leurs crient, en français, qu'il est mineur et blessé à la tête, et demandent aux policiers de bien vouloir le laisser passer jusqu'à l'ambulance des pompiers. Ils acceptent, à condition qu'il avance seul. Le gamin manque de s'effondrer, est rattrapé par un autre gamin de 16 ans, qui l'accompagne pour traduire du pachto à l'anglais. Finalement ils les laisseront passer une fois les pompiers arrivés. À deux. Pas de traduction de l'anglais au français. Le gamin de 16 ans supportant difficilement à lui tout seul celui de 17.

Mi-septembre, les flics chopent dans un camion un exilé qui essaie de passer en Angleterre. Il est 5h du matin. Ils l'emmènent dans une maison abandonnée, ferment la porte, il n'aura ni à manger ni à boire de toute la journée, et ne comprendra pas ce qu'il se passe. Il finira par casser la porte et rentrer sur la jungle.

Dans la nuit de jeudi à vendredi 16 septembre, vers 5h du matin, un jeune de 14 ou 15 ans est renversé à proximité de la jungle. Le camion sur lequel il était monté aurait slalomé. On appelle pas ça un accident, on appelle ça un meurtre. 15 ans, né à Jalalabad, il avait fui les talibans et tentait de rejoindre son frère en Angleterre. Une procédure légale était en cours pour lui, mais la durée trop longue de celle-ci l'a forcé à essayer de nouveau la voie illégale de passage.

Depuis quelques jours, recrudescence des violences policières au port. Utilisation d'électro chocs contre les exilés, exilés gazés à bout portant, dont le visage et les yeux sont encore brûlés le surlendemain.

Hier, mercredi 21 septembre, les forces de l'ordre présentes le long de la rocade ont même été vues lançant des pierres aux exilés se trouvant de l'autre côté de la barrière.

A suivre...



Expulsion et démantèlement. Humanité et Libertés.

Nous sommes un peuple, celui du Monde. Nous sommes Humains et Libres. C'est du moins ce que dit de nous la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Nous sommes tous Égaux. Et pourtant seuls certains d'entre nous avons fui la guerre, les violences, les conflits, l'exploitation.

C'est pour cela que nous sommes partis de chez nous. C'est pour cela que nous sommes venus chercher Refuge ailleurs. Parce que nous n'avions pas le choix. Pour sauver nos vies ou notre intégrité, nos enfants et nos familles, et tout simplement parce que nous voulons vivre en Paix. Sans avoir à se soucier chaque jour de qui sera le prochain à mourir, à être enfermé, torturé, violé, laissé pour mort après un prélèvement d'organe destiné au marché noir. Nos villes et nos villages sont détruits, pillés, ou à tour de rôle pris et repris par différents groupes armés ou pris à parti par diverses milices, ou encore surveillés, fermés, contrôlés.

C'est pour cela que nous nous battons aux côtés les uns des autres pour être reconnus, entendus, protégés, finalement juste pris en compte dans l'équation du Monde au même titre que l'économie et le commerce le sont, à l'heure actuelle bien plus que nous, Vies et Êtres-humains exilés de force.

Nous sommes tous Humains, Libres et Égaux. Et pourtant seuls certains d'entre nous nous apprêtons à vivre une nouvelle expulsion. Un nouveau démantèlement. A Calais. Précisément là où de nombreuses expulsions ont déjà eu lieu, toutes aussi violentes et inutiles que les autres, vu le "succès" qu'elles ont eu qui n'a été que de très courte durée. En effet, chaque expulsion s'est vue vouée à l'échec par la réinstallation très rapide de certains d'entre nous à de nouveaux endroits, plus ou moins proches du lieu précédent. Les caractéristiques communes de ces expulsions sont d'avoir été inutiles, d'avoir précarisé nos situations en nous dispersant et compliquant l'accès à l'aide associatif ou humanitaire ou solidaire et de nous avoir contraint à subir encore et toujours plus de violences, physiques des forces de l'ordre et psychologiques par le seul fait de l'expulsion de nos lieux de vie. Habitations que nous mettons beaucoup de temps à trouver, construire, améliorer et que nous perdons alors même que nous en avons fait des places un peu moins précaires et un peu plus sédentaires au fur et à mesure du temps. Ces évictions et cette précarisation favorisent aussi l'implantation des passeurs et autres mafias en augmentant la peur d'un démantèlement et donc nous rendant prêt à payer pour traverser avant un éventuel démantèlement.

Alors non, nous n'aimons pas la Jungle ni ce qui s'y passe. Non, nous ne voulons pas vivre dans un bidonville que l'État français fait tout pour rendre nauséabond et invivable. En concentrant 10 000 personnes sur la moitié du terrain qui en abritait avant très peu d'entre nous, en laissant toilettes et points d'eau aussi peu nombreux que quand nous étions 2 000, 3 000 ou même 5 000, en nous nuisant le plus possible en venant sur le camp avec des dizaines de CRS, en mettant la pression sur les shops et restaurants pour qu'ils ferment alors même que les besoins en nourriture et en places sociales sont insuffisants, en nous enfermant dans une Jungle devenue ghetto à l'aide de murs, barrières, grillages et barbelés, nous isolant et nous cachant du reste de la population calaisienne. Population qui, bien sûr, au vu des politiques mises en place, prend peur, puisque nous sommes traités comme des criminels par le gouvernement et les forces de l'ordre. Alors que nous aurions eu besoin de la solidarité de plus de Calaisiens encore que celle que nous avons eu, l'État a tout fait pour qu'elle se développe le moins possible. En gazant l'intégralité du camp, où vivent femmes et enfants, à chaque tentative d'intrusion sur la rocade alors qu'un No Man's Land de 100 mètres de large a été mis à disposition des forces de l'ordre pour cela, dans le seul but de pouvoir nous gazer en masse. En laissant les violences policières avoir cours à Calais et partout alentours, sans qu'aucun policier ne soit inquiet de ses actes, quand bien-même il s'en soit pris à un de nos enfants de 10 ans à l'aide d'un flashball à bout portant. Alors non, nous ne voulons pas vivre dans un endroit où les mafias ont leur place, dans un endroit où la prostitution de force par les passeurs et les agressions sexuelles vont bon train. Non, nous ne voulons pas vivre dans un endroit comme celui-là, évidemment.

Mais nous ne voulons pas non plus avoir à subir une éviction, la police qui nous sort de chez nous de force, nous maltraite et nous force à monter dans des bus. Nous ne voulons pas non plus d'une violence psychologique qui consiste à nous obliger à demander l'asile en France et à rejoindre les Centres d'Accueil et d'Orientation dispersés un peu partout en France, avec la menace de nous déporter dans notre pays d'origine si nous ne nous y plions pas.

Notre ancien chez nous où, bien évidemment, nous ne serons pas en sécurité et d'où nous repartirons, quitte à refaire le voyage une deuxième fois, comme cela est déjà arrivé à bon nombre d'entre nous. Refaire le voyage une deuxième fois, subir de nouveau les passeurs, les travaux forcés et la prostitution pour payer le passage, la torture et la séquestration, le passage en mer qui voit des milliers d'entre nous mourir sous nos yeux, noyés et dont aucun gouvernement ne se souviendra. Mais nous nous souviendrons. Nous pleurerons. Puis nous repartirons, traumatisés par la mort vue de si près, du moins pour ceux qui ne sont pas morts, parce que le chemin est encore long avant de trouver un endroit où nous serons acceptés et où nous pourrions de nouveau Vivre. En sécurité. Vivre ensemble. Nous et Vous.

Nous ne voulons pas d'un démantèlement, car nous voulons avoir le choix. Nous voulons avoir le choix d'aller où bon nous semble. Nous voulons pouvoir disposer de notre vie comme nous le souhaitons, car cela fait bien trop

longtemps que nous n'avons plus pu être Libres. Ceux d'entre nous qui veulent rester en France et qui y ont possiblement déjà demandé l'asile seront peut-être contents de partir d'ici. Mais nous savons bien qu'ils peuvent être déportés s'ils ont leurs empreintes dans un autre pays européen. Nous savons bien qu'ils peuvent finalement être déportés dans leur pays d'origine si leur demande d'asile est refusée. Ceux d'entre nous qui veulent aller au Royaume-Uni ne veulent pas être forcés de demander l'asile en France. Parce qu'ils parlent anglais, qu'ils ont de la famille ou des amis là-bas, ou juste parce qu'ils aiment l'Angleterre. Parce que quand-même, qui un jour a décrété qu'un endroit sur terre lui appartenait à lui seul et à ceux qu'il daignerait accepter ? Pourquoi nous qui nous exilons ne pouvons pas choisir l'endroit que nous aimons pour nous installer ? Il nous paraît évident que nous serons d'autant plus acceptés et acceptables pour l'endroit qui nous accueillera si nous l'avons choisi et que nous souhaitons de tout cœur nous y intégrer.

Dans tous les cas nous ne voulons pas d'un démantèlement, car celui-ci implique arrestations, expulsions et déportations. La police a d'ailleurs des quotas de 80 arrestations parmi nous par jour en ce moment. Croyez-vous vraiment que si nous avons fait tout ce chemin pour fuir l'horreur nous ne reviendrons pas si vous nous renvoyez ? Croyez-vous que si vous nous déportez dans un pays européen où nous avons nos empreintes mais où nous avons aussi été battus par la police, pris à partie par des groupes fascistes, ou sans aucune chance d'obtenir des papiers, nous y resterons sans broncher ? Croyez-vous que nous soyons prêt à subir à vie l'horreur, que ce soit chez nous ou quelque part sur la route ? Non. Non, non et non. Nous essaierons toujours d'aller là où nous voulons aller, pour une raison ou pour une autre. Parce que nous n'avons plus rien à perdre et que là où nous en sommes, nous sommes prêts à tout pour aller là où nous pensons pouvoir être en sécurité. Parce que nous sommes prêts à tout pour pouvoir être Libres de nouveau.

Et même si certains d'entre nous finirons par demander l'asile en France car contraints et forcés au risque d'être déportés si nous refusons, nous savons tous aussi bien que vous que les suivants qui viendront avec pour but de rejoindre le Royaume-Uni se réinstalleront, ici ou pas loin, ensemble ou dispersés. Et vous savez bien qu'il est plus compliqué de venir en aide à des petits groupes de personnes qu'à un regroupement dans un endroit prévu à cet effet. Qu'il est aussi plus difficile de s'auto-organiser et de s'entraider quand on est peu nombreux. Vous le savez et c'est pour cela que vous souhaitez le faire, en espérant que la difficulté d'être aidés dissuadera nos successeurs de revenir ici. Mais votre erreur est là depuis 20 ans. Non, cela ne les dissuadera pas, cela ne nous dissuadera pas. Et d'autant moins que les raisons qui nous ont fait partir de chez nous ne sont pas prêtes de se tarir et que nous ne sommes pas sur le point d'arrêter de venir du jour au lendemain. Nous prendrons juste de plus en plus de risques pour venir. Toujours plus de risques, toujours plus de morts. Ce qui ne constitue toujours pas une invasion au regard des pourcentages d'exilés sur vos territoires comparé à d'autres pays, comme le Liban, la Jordanie, la Turquie etc. Alors ne prenez pas peur et accueillez nous là où nous le voulons. La Suède a d'ailleurs récemment prouvé que l'accueil des réfugiés était un facteur économique positif, profitez-en puisque c'est cela qui vous fait le plus peur. Même si l'accueil et notre liberté de circulation ne devraient pas être subordonnés à des problèmes économiques, étant donné la liberté de circulation quasi complète qui existe pour le commerce et ceux qui ont le "bon" passeport.

Nous savons qu'à propos de ce démantèlement vous avez dit qu'il serait à vocation humanitaire, non violent et personnalisé. Mais nous n'y croyons pas. Nous sommes plus de 10 000 avec chacun une situation différente, des envies différentes et des réactions différentes à ce qu'on nous fait subir. Nous savons que l'évacuation de 10 000 personnes d'un lieu, et surtout celui-ci, ne pourra se passer sans violence, physique ou psychologique, de la part des forces de l'ordre. Nous savons que ce qui est proposé, monter dans des bus en direction de CAO éparpillés partout en France, sans certitude ni promesse écrite de votre part concernant le non renvoi vers d'autres pays européens des personnes dublinées, ne nous conviendra pas à tous. Nous savons que certains d'entre nous partiront avant, sans savoir où aller, car ne voudront dans tous les cas pas demander l'asile en France.

Ce que nous voulons, c'est pouvoir être tous accueillis et protégés, là où nous le voulons, en France ou au Royaume-Uni pour ce qui concerne ceux d'entre nous bloqués à Calais. Nous voulons avoir un endroit où vivre en sécurité, où vivre tout simplement. Nous voulons que l'Europe nous accueille car elle le doit sur le plan Humain et le peut sur le plan économique. Nous voulons participer à votre vie sociale et économique. Nous voulons travailler. Nous voulons que ceux qui ne nous aime pas puissent nous rencontrer et avoir la possibilité de se rendre compte que nous ne sommes ni des terroristes, ni des criminels, ni des voleurs, ni des pauvres misérables.

Nous sommes tous Humains, nous sommes tous Libres, nous sommes tous Égaux et nous le dirons aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que nous puissions disposer de notre Liberté de circulation à travers les frontières, et jusqu'à ce que vous nous donniez la possibilité de Vivre. De Vivre vraiment, dignement, sans nous considérer comme du bétail qu'on bouge au gré des saisons et des envies, avant de l'envoyer à l'abattoir. Ce qu'on a désespérément l'impression d'être à vos yeux.

Quelques nouvelles sur la situation à la frontière entre l'Italie et la Suisse

Depuis cet été, un nombre croissant d'exilés essayant de rejoindre l'Allemagne ou les pays nordiques tentent leur chance en passant par la frontière Suisse, au niveau du Canton de Tessin, entre les villes de Chiasso et Côme en Italie.

Les autorités helvétiques, voyant le nombre de réfugiés devenir de plus en plus important, décrètent ne pas vouloir devenir un pays de transit, et bloquent leur frontière en augmentant le nombre de gardes et de contrôles routiers et ferroviaires, en utilisant des caméras de surveillance et des moyens militaires comme les drones pour repérer toute présence suspecte. Face à la difficulté d'aller plus loin dans leur parcours, un campement à vu le jour début août dans un parc situé près de la gare de Côme et compte jusqu'à 500 personnes sans ressources, si ce n'est l'aide apportée par quelques soutiens et associations.

Les personnes réussissant à traverser sont donc pour la plupart interceptées par les gardes-frontières Suisses, après des contrôles effectués au faciès. Contrairement à ce que les réglementations prévoient en terme d'accueil et de demande d'asile, les douaniers ne prennent que quelques minutes pour « étudier » le cas de chacun, avant de les reconduire en Italie. En effet, les mineurs non accompagnés devraient être pris en charge, et les demandes de certaines personnes qui souhaiteraient obtenir l'asile ou rejoindre des proches en Suisse sont pour la plupart refusées. Des fouilles humiliantes à nu sont également effectuées, justifiées par une soi-disant lutte contre le trafic de drogue ou par le risque de possession d'objets dangereux... Les exilés parlent eux-même de conditions dégradantes dans le traitement qui leur est infligé.¹

Les reconduites en Italie sont quotidiennes (plus d'un millier par semaine en moyenne début août), et de là, plusieurs fois par semaine, la police italienne charge les migrants rejetés à Chiasso dans des bus. Ceux-ci prennent la direction du sud de l'Italie et déposent leurs passagers à plus de 1000 kilomètres de Côme, à Tarante. Le but : éviter un autre Calais et modérer l'affluence dans le camp. Un long trajet de gare en gare s'en suit après pour remonter...



Un centre sécurisé à vu le jour récemment dans la commune de Mendrisio en Suisse, à quelques kilomètres de la frontière afin de simplifier le travail des douaniers. Celui-ci fut aménagé par l'armée dans un hangar désaffecté, qui a d'ailleurs trouvé de bon goût d'y tendre des bâches couleur camouflage militaire, certainement pour rappeler aux réfugiés que la guerre qui leur est livrée n'a pas lieu que dans leur pays... Le centre ne servira qu'à héberger pour une nuit les personnes interpellées avant d'être reconduites en Italie.

Côté Italien, c'est un centre d'une capacité de 300 places (50 containers de 6 couchages chacun) qui est ouvert et géré par la Croix Rouge depuis le 19 septembre. Comme celui déjà en place à Vintimille, le but réel de cette structure est de garder un œil sur les gens qui veulent traverser la frontière, de les forcer à quitter les camps auto-organisés, les isoler de la ville (le camp se situe à 1,5 km de la gare) et des personnes qui les soutiennent, de sélectionner ceux qui ont accepté à contre-cœur de demander l'asile en Italie et d'identifier et d'expulser ceux qui refusent. Pour entrer dans le camp, il faut un badge et la zone est surveillée par la police, un couvre feu est de rigueur...

¹ Voir la lettre ouverte des migrants bloqués à Côme : <https://reverse.co/Tessin-Lettre-ouverte-des-migrants-bloques-a-la-frontiere-a-Come-760>

Le 11 septembre, une manifestation est organisée à Chiasso² pour dénoncer les frontières et le racisme des contrôles arbitraires. Le 15 septembre, un cortège de 300 personnes a lieu à Côme³ et rassemble exilés et soutiens, il dénonce la logique de ghettoïsation mise en place avec les centres fermés, les déportations, les pressions policières, et revendique l'ouverture des frontières.



Depuis cet été, les contrôles aux frontières se sont très largement renforcés sur tous les axes alpins, notamment à Vintimille et dans les vallées montagneuses environnantes, ou dans le Brennero (passage entre l'Italie et l'Autriche où un nouveau mur y est construit), confirmant s'il y a encore besoin de le faire, la volonté de blocage et de refoulement des exilés de la part des pays de l'UE. Chacun se rejette la responsabilité de l'asile et verrouille ses frontières, voulant éviter la contraignante prise en charge des personnes fuyant misère économique, guerre, ou famine. La Suisse ferme ses frontières car l'Allemagne fait de même, la France ferme ses frontières car l'Angleterre fait de même, et ainsi de suite... Les exilés sont forcés de passer d'un camp à l'autre tout au long de leur périple, depuis ceux en Turquie ou en Lybie avant même d'arriver en Europe, ou par les hotspots de Grèce et centres d'« accueil » et de rétention partout en Europe. Et qu'ils soient fermés ou soumis à conditions⁴, gardés par des « humanitaires » ou par des militaires, l'enfermement et le contrôle sont partout présents, les barbelés qui les entourent restent les mêmes. La menace de la déportation est constante, avec en plus depuis peu le risque d'être ramené dans des pays en conflit comme le Soudan, ce qui peut équivaloir de très près à une peine de mort. L'État Italien l'a notamment fait pour quarante huit personnes ramenées de force le 24 août dernier à Khartoum depuis Turin.

La logique de guerre menée aux exilés par les dirigeants Européens repose sur la fermeture des frontières et de chaque axe de passage au sein de leur territoire, l'enfermement et le contrôle grâce à la force policière et militaire, et la sous-traitance aux pays tiers par le biais d'accord permettant les déportations et obligeant ceux-ci à agir de même. Dénoncer et agir contre ces politiques meurtrières reste donc plus que jamais une urgente nécessité.

Sept. 2016



2 Voir résumé de la manifestation : <https://reverse.co/Chiasso-Les-seuls-etrangers-sont-ici-Tag-sur-le-mur-du-commissariat-779>

3 Voir résumé de la manifestation (en Italien) : <https://hurriya.noblogs.org/post/2016/09/20/como-aggiornamenti-e-resoconto-del-corteo-del-15-settembre/>

4 En Turquie, dans plusieurs camps d'internement, les réfugiés sont interdits de communiquer avec le monde extérieur et un «choix» leur est donné : soit, ils restent internés sans limitation de temps, soit ils se font expulser là d'où ils viennent, ce qui signifie pour la plupart un retour dans leur pays en guerre. Notons par ailleurs que ces centres où sont fréquemment dénoncés violences, viols et rackets, sont construits en collaboration avec l'UE.

Chroniques d'une lutte permanente...

Lundi 19 septembre, Moria (Grèce). La journée fut très rude pour les réfugiés du campement de Moria. Après que les repas ne soient pas distribués et que l'eau soit coupée une nouvelle fois, l'exaspération monte et des réfugiés décident de libérer une cinquantaine de leurs camarades prisonniers dans la zone fermée du camp. Ils se rendent devant les bureaux de l'ESAO (European Asylum Support Office) pour que leurs demandes d'asiles soient traitées et pour exiger des réponses concernant l'expulsion de certains. Face à cela, le personnel de l'office quitte le camp sans donner de réponses. La colère grandit et plusieurs centaines de personnes se réunissent devant le camp en signe de protestation. Environ 300 d'entre elles quittent alors le camp en direction de Mytilène, la ville principale de l'île de Lesbos. Les manifestants sont arrêtés puis refoulés par la police. S'en suit alors des tensions plus importantes dans le camp et des affrontements avec la police ont lieu. Pendant les combats, un incendie se propage et ravage la moitié du camp, faisant perdre aux personnes tout ce qu'ils avaient (les passeports, les documents dont ils ont besoin pour leurs processus d'asile, les diplômes, l'argent, des vêtements, des tentes, des sacs de couchage). Au lieu d'obtenir un abri et de nouvelles couvertures, la route principale est fermée par les bus de la police, qui ne laissent entrer ni sortir personne. Pendant ce temps là, 100 à 200 personnes se regroupent dans le village de Moria avec des bâtons et des couteaux, hostiles au camp et aux réfugiés sur l'île et agressent des réfugiés et leur soutien.

Le camp de Moria compte 5650 personnes dont de nombreux mineurs non accompagnés (pour une capacité prévue de 3500 places). Des manifestations sont organisées chaque samedi à Mytilène depuis la fin du mois d'août afin de dénoncer les conditions déplorables dans le camp, mais aussi l'enfermement, les déportations et la politique répressive européenne.

Jeudi 22 septembre, Côme (Italie). Le campement qui était établi depuis cet été dans le parc près de la gare est expulsé. Ceci intervient seulement trois jours après l'ouverture du centre gouvernemental géré par la Croix Rouge et Caritas. Dans les jours précédant, le directeur de Caritas était venu en personne dans le camp afin de convaincre les réfugiés de quitter les lieux, comme si ces derniers n'étaient pas capables de savoir ce qu'ils voulaient. La police était aussi intervenue pour mettre la pression, et démolir la cuisine collective qui avait été installée avec l'aide de solidaires et qui permettait aux personnes de s'organiser un minimum. L'expulsion s'est donc déroulée avec la présence de force de l'ordre en tenue anti-émeute, et ceux-ci ont forcé les réfugiés à quitter les lieux tout en leur arrachant et jetant leurs couvertures, tentes et autres affaires. Rejoindre le centre relève donc nullement d'un choix libre mais d'un choix dicté par la survie et le besoin, les matraques et gants en latex que les agents revêtent attestent du mépris et de la politique gestionnaire et autoritaire mise en place.

Dimanche 25 septembre, Breil sur Roya. Des habitants de la vallée de la Roya, ont assisté à cette scène déplorable : au niveau du pont de l'Arbousset, de jeunes adolescents, entre 12 et 16 ans, pour la plupart des jeunes filles, en sanglots, appréhendées par plusieurs véhicules de la gendarmerie. Certains se sont enfuit dans la montagne, les autres ont été traités sans ménagement aucun par les forces de l'ordre. Ces habitants de la Roya ont essayé vainement de parlementer avec les forces de l'ordre, leur rappelant que les mineurs n'ont pas à être arrêtés et reconduits à la frontière, mais bien à être protégés. Ces mêmes personnes se sont rendues un peu plus tard dans l'après-midi à la gendarmerie. Elles y ont retrouvé les jeunes assis par terre, toujours en train de pleurer, et leur ont donné à manger. Elles ont à nouveau essayé de convaincre les gendarmes de remettre ces jeunes à la Protection de l'enfance comme la loi le prévoit : sans succès. Ces jeunes ont été ramenés comme bien d'autres à la PAF de Menton en toute illégalité.

Mardi 27 septembre, Breil sur Roya. Des habitants ont vu des soldats de la Brigade Sentinelle, armés des Famas, leurs fusils d'assaut, courser de tout jeunes gens, filles et garçons, sur la voie ferrée, puis dans les reliefs montagneux, jusqu'à ce que l'un d'eux saute dans la Roya, et que d'autres se cachent sous des rochers, se mettant ainsi gravement en danger. La Brigade Sentinelle comporte une soixantaine de soldats postés à Sospel pour le secteur frontalier Roya-Bévéra. Officiellement déployés dans le cadre de la protection anti-terroriste suite à l'attentat du 14 juillet à Nice, ils réalisent en fait une réelle chasse à l'homme, interceptant les réfugiés dans les sentiers, les villages et dans les gares.

Jeudi 29 septembre, Bordeaux. Près de 250 personnes se sont rassemblées parvis des Droits de l'Homme à Bordeaux pour s'opposer au rassemblement « anti-migrants » du Front National. Face aux échéances présidentielles qui approchent, ce groupe politique d'extrême droite a clairement choisi d'assumer une politique discriminatoire et xénophobe en s'opposant à l'accueil de réfugiés partout dans les communes où des élus sont ralliés à ce sinistre parti. D'autres rassemblements appelés par divers groupes identitaires ou actions ont eu lieu en France ces derniers jours alimentant des débats nauséabonds sur fond de racisme et de peur des étrangers.

Samedi 1er octobre, Côme (Italie). On peut lire dans un article de « La Provincia » que le centre gouvernemental ouvert il y a quelques jours n'exigera pas l'identification des personnes dites « fragiles » (femmes et enfants) nécessaire à l'obtention du badge d'entrée. Pour les autres par contre l'enregistrement devra être

effectué... au poste de police. Cette réglementation fait que de nombreuses personnes dorment à nouveau seules dans la rue. Les exilés continuent de se plaindre des conditions dans le centre : présence policière, impossibilité de se faire à manger, difficultés à rester dans des préfabriqués sans fenêtres ni aérations et accueillant jusqu'à huit personnes dans quelques mètres carrés.

Samedi 1er octobre, Calais. La manifestation prévue ce jour-ci est interdite par le préfet, comme toutes celles ayant d'ailleurs eu lieu ces derniers temps. Près de 300 personnes se rassemblent toutefois, sous haute escorte policière. Un cortège se met en place mais est rapidement bloqué peu après la sortie du camp entraînant des affrontements. Selon les syndicats de police, 700 lacrymos ont été tirées durant les heurts qui auront duré plus de trois heures, un canon à eau est sorti, et 200 flics seront mobilisés spécialement pour la journée (sans compter tous ceux qui rodent autour de la zone). Une personne a été interpellée et passera en procès prochainement pour dissimulation de son identité et participation à un rassemblement non autorisé. Les quatre bus en provenance de Paris voulant rejoindre la manifestation ont été interceptés et fouillés par la police sur l'autoroute à une trentaine de kilomètres de Calais, puis sont sommés de rebrousser chemin. L'évacuation totale du camp prévue par les défenseurs de la république doit commencer à partir du 17 octobre.

Samedi 1er octobre, Suisse / Italie. Deux manifestations avaient lieu, l'une à Lausanne, l'autre à Côme, afin de dénoncer la politique de déportation et de non-respect du droit d'asile menée par la Suisse et l'Union Européenne.

Mardi 4 octobre, Marseille. La Casa Mimosa est expulsée. Cet immeuble du centre ville avait servi de logement à beaucoup de monde pendant près d'un an et a marqué un pas dans le mouvement de solidarité avec les migrants qui transitaient par Marseille.

Mercredi 5 octobre, Paris. A l'occasion de la conférence sur l'Afghanistan se tenant les 4 et 5 octobre à Bruxelles, des réfugiés Afghans ont manifesté devant leur consulat à Paris. Ceux-ci avaient été informé qu'un accord devait être signé entre le gouvernement Afghan et l'Union Européenne, prévoyant l'amplification des retours volontaires ou forcés et l'organisation de vols charters. Selon les clauses de cet accord qui était tenu secret jusqu'au moment de sa signature, le gouvernement Afghan doit accepter un nombre illimité de demandeurs d'asiles refusés en Europe. On annonce le chiffre de 80000 retours prévus. Une partie des aides financières de l'UE versée à ce pays sera conditionnée par son engagement dans le projet. Notons au passage que la quasi-totalité de la presse *mainstream* au niveau européen a gardé le silence sur la signature de cet accord.

Mercredi 5 octobre, Murcia (Espagne). Une révolte a éclaté au centre de rétention de Sagnora la Verde dans la soirée. Soixante sept retenus ont pris possession des extincteurs d'incendie et d'autres outils avec lesquels ils ont endommagé le bâtiments et la cuisine, et ont pu s'échapper en forçant la porte d'entrée du centre. Les différentes forces de polices présentes et des renforts ont déclenché une véritable chasse à l'homme dans toute la ville, capturant 41 des fugitifs, tandis que les 26 autres sont restés introuvables. Le centre de Murcia est le plus « efficace » des sept CIE espagnols : l'année dernière, plus de 90 % des 690 personnes détenues furent expulsées.

Jedi 6 octobre, Kapitan Andreevo (Bulgarie). La nouvelle Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes est inaugurée à la frontière bulgare-turque. Celle-ci voit ses prérogatives élargies par rapport à l'ancienne agence Frontex, et vient renforcer les moyens d'action de l'Union européenne en terme d'expulsion, de contrôle, et de coopération hors de son territoire.

Vendredi 7 octobre, Vintimille (Italie). Une jeune Érythréenne de 17 ans a perdu la vie, renversée par un poids lourd dans l'un des tunnels de l'autoroute A8 alors qu'elle était sur le point d'accéder en France. En raison des nombreux contrôles effectués par la police, les passages empruntés par les migrants deviennent toujours plus dangereux. Depuis janvier, 24 000 arrestations ont eu lieu dans les Alpes-Maritimes.

Vendredi 7 octobre, Marseille. Les deux personnes qui passaient en procès pour la dégradation de bien qui aurait été occasionnée lors de l'expulsion d'un squat destiné à l'accueil des migrants, et pour refus de fichage signalétique, sont relaxées.

Samedi 8 octobre, Montpellier. En réponse à une manifestation organisée par plusieurs organisations de la droite radicale et identitaire, un contre rassemblement antifasciste a mobilisé environ 400 personnes réunies autour des mots d'ordre « Ne laissons pas la rue à l'extrême droite » et « Bienvenue aux migrants » et a ainsi pu empêcher de manifester les mêmes qui les semaines précédentes avaient plusieurs fois montré leur opposition à l'ouverture d'un centre d'accueil pour migrants.

Samedi 8 octobre, Paris. Suite au massacre de dimanche dernier à Bishoftu en Ethiopie qui a causé la mort de 678 personnes, des réfugiés Oromos ont défilé du Luxembourg à la Place Saint-Michel pour demander une protection de la communauté internationale et condamner le soutien de la France au régime éthiopien.

Dimanche 9 octobre, Calais. Un couple a été renversé en traversant l'autoroute. La femme a été légèrement blessée, l'homme est mort à l'hôpital de ses blessures. Il s'agit du quatorzième décès connu à la frontière britannique depuis le début de l'année.

